ISSN 0024-7650

L 15290 - 3041 - F: 1,50 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3041
13 novembre 2026
1,50 € • DOM: 2€

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte ouvrière

Le journal d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Il faut augmenter tous les salaires !



LO

Jeunesse en lutte

Toujours déterminée

Page 4, 5, 6 et 12

Russie-Ukraine

Assez de la guerre !

Page 9

Haïti

Face aux bandes armées

Page 16

Au sommaire

Les jeunes en lutte

- Toujours déterminés 4
- Instruction civique par la matraque 4
- Rennes 4
- Le 5 novembre : manifestations massives 5
- Toulouse et Loire-Atlantique 5
- Lycée Victor Duruy – Paris 5
- Angers et Lyon 6

Leur société

- Conférence sociale : « Ce n'est pas dans les salons… » 3
- Salaires emploi : le chantage des patrons 3
- Hausse du smic : aux patrons de payer 3
- Mélenchon au Bourget : les urnes pour seul horizon 7
- PCF : pour sauver leurs sièges 7
- Le Pen : une politicienne antiouvrière 7
- Affaire Zecler : brutalité et racisme policiers 7
- Data center – Oise 10
- Teddy Riner : des tatamis à la présidentielle 10
- SFR : les travailleurs ne déclarent pas forfait 10
- Économies sur l'APA : une ignominie 11
- Budget : rejeté pour être appliqué 11
- Cour des comptes : boîte à idées propatronales 11

Dans le monde

- Bangladesh : les travailleurs du textile en grève 8
- Gaza : combien de familles noyées ? 8
- Ukraine : assez de la guerre ! 9
- Russie : la paix des cimetières ? 9
- Haïti : face aux bandes armées 16

Dans les entreprises

- Enfance catalane – Perpignan 12
- Ville du Havre : en lutte pour les salaires 12
- Charente-Maritime : lock-out à l'université 12
- Café di Roma – Paris 13
- Benta – Lyon 13
- Air France : les dessous de l'élégance 13
- Chantiers navals – Saint-Nazaire 14
- Informatique – Limoges 14
- Lactalis – Cuincy 14
- Renault – Flins 15
- Drees – Paris 15

Notre campagne

- Dans le Nord-Pas-de-Calais 16
- Réunions publiques 16
- Fêtes de Lutte ouvrière 16

Il faut augmenter tous les salaires !

La jeunesse, mobilisée depuis des semaines, et les centaines de milliers de travailleurs venus renforcer les rangs des manifestations, jeudi 5 novembre, mettent le gouvernement sous pression. Mais ce qu'il propose pour le pouvoir d'achat est une provocation de plus !

Le smic, indexé sur l'inflation, devait automatiquement passer de 1477 euros à 1494 euros au 1er janvier 2027. Il avance cette revalorisation d'un mois et ajoute huit euros pour qu'il dépasse la barre symbolique des 1500 euros. Monseigneur est trop bon !

Les travailleurs ne font pas la manche : il faut une vraie augmentation pour tous les travailleurs, du privé comme du public, de 400 ou 500 euros.

Gouvernement, patronat et nombre de politiciens, à commencer par Le Pen, expliquent que c'est impossible, car cela mettrait en difficulté beaucoup d'entreprises et augmenterait le chômage.



Mais quelles sont les difficultés pour des trusts qui accumulent des milliards et annoncent des profits record ? Toyota, BNP Paribas, Axa, Generali, ArcelorMittal, Vinci, Sodexo, Renault, Stellantis, Amazon gâtent leurs actionnaires comme jamais. Et les travailleurs devraient se contenter des miettes qui tombent de leur table ?

TotalEnergies va faire 25 milliards de profits en 2026. La multinationale se vante de payer ses salariés mieux que les autres. Mais elle se rattrape en étranglant ses sous-traitants, lesquels imposent des salaires proches du smic à des dizaines de milliers de salariés. Et combien d'usines travaillent pour de grands groupes de luxe comme LVMH ou Chanel avec des salariés censés se contenter de 1 600 euros ?

Certaines petites entreprises ont des difficultés. Comment peut-il en être autrement quand elles subissent le parasitisme et le diktat des grands trusts ? Comme nous, les commerçants, les petits entrepreneurs, les marins pêcheurs ou les agriculteurs se font racketter par TotalEnergies. Ils concèdent, contraints et forcés, une partie de leurs bénéfices à la multinationale, comme ils en laissent une bonne partie aux banques, aux assurances, aux promoteurs immobiliers… Mais ce n'est pas parce que certains sont en difficulté que nous, les travailleurs, devrions renoncer à nos revendications.

Dans ce système, l'essentiel des richesses produites est aspiré dans les coffres-forts des grands groupes industriels et financiers. Que l'on soit salarié du privé, du public, de petites ou grandes entreprises, nous travaillons tous pour les profits du CAC 40. Eh bien, ils doivent servir à augmenter nos salaires !

Ce n'est pas parce qu'on est ouvrier, technicien, employé ou intérimaire que l'on doit accepter de passer après les actionnaires, après les financiers et après les petits commerçants saignés par plus gros qu'eux. Nous produisons tout et nous permettons à la société de tourner, tous autant que nous sommes. Nous devrions avoir tous les droits sur les richesses que nous créons. Et le premier droit est celui de vivre dignement.

Quel salaire nous faut-il pour ne plus reculer et ne plus vivre avec la peur du lendemain ? Voilà la seule question que nous devons nous poser. Et ce salaire, il faut le revendiquer avec fierté et avec la certitude de notre légitimité, car, aujourd'hui, une poignée de parasites richissimes ramassent la mise et nuisent à toute la société.

Les politiciens qui proposent de baisser les taxes ou les cotisations sociales pour augmenter le salaire net nous tendent un piège. Ces baisses creuseraient un trou dans le budget de l'État et dans les caisses de la Sécurité sociale et nous aurions encore moins de moyens pour nous soigner ou éduquer nos enfants. Ce que l'on gagnerait d'une main, on le perdrait de l'autre.

La question du salaire est au cœur de l'exploitation. Tant que nous n'imposerons pas que les profits et les richesses que nous produisons servent aux salaires mais aussi à la santé, l'éducation, le logement et les transports, nous enrichirons ce grand patronat et ses actionnaires qui nous dominent et nous écrasent.

Le combat pour augmenter les salaires de tous est posé, il faut tous nous y engager. La contestation en cours a commencé à construire un rapport de force contre le gouvernement et le grand patronat. Il faut le renforcer. Leurs provocations ne méritent qu'une chose : la colère de tous les travailleurs pour dire « ça suffit ! »

Nathalie Arthaud

Conférence sociale : “Ce n’est pas dans les salons…”

Annoncée par le Premier ministre au soir de la journée réussie du 5 novembre, la conférence sociale du 9 novembre a été sans surprise. Lecornu a renoué avec le dialogue social cher aux confédérations syndicales sans accorder autre chose que le « coup de pouce » déjà promis sur le smic.

La simple existence de cette réunion à Matignon, dont le chef du Medef ne voulait pas et à laquelle il n’a participé qu’en distanciel, est un effet de la mobilisation contre la vie chère. Mais il ne suffit pas d’une réunion dans les salons dorés du pouvoir pour obtenir satisfaction. Certes, les salariés payés au smic, à condition qu’ils travaillent à temps complet, toucheront 1 502 euros net par mois à partir du 1er décembre plutôt qu’au 1er janvier et devraient dire merci pour les 8 euros supplémentaires que Lecornu leur a accordé. Mais tous les autres, dont le salaire est ainsi pour beaucoup rattrapé par le smic, devront continuer à se serrer la ceinture. Ils sont renvoyés à d’hypothétiques négociations dans les diverses branches avec la promesse que le gouvernement va mettre en place dans les prochains jours un « comité de suivi des salaires ».

Un tel comité n’a pas de quoi effrayer le patronat. Le seul bâton brandi est une vague menace de fournir aux élus des CSE le montant de *« toutes les aides publiques »* reçues par telle ou telle entreprise si elle ne fait pas un geste. En même temps, le gouvernement tend une nouvelle carotte aux syndicats patronaux en promettant, encore et encore, *« d’engager un travail sur les allègements généraux de cotisations patronales »*. Sans surprise, les porte-parole patronaux pleurent la bouche pleine en réclamant de nouvelles exonérations et surtout refusent d’envisager la moindre augmentation de salaire sans l’assurance que l’État les compensera d’une façon ou d’une autre.

Du côté des syndicats de salariés, le ton est beaucoup moins ferme. Alors que les différentes confédérations réclamaient entre 100 et 150 euros d’augmentation pour le smic, pour les dirigeants de la CFDT et de FO, il est urgent d’attendre. Ainsi Marylise Léon, pour la CFDT, prétend avoir besoin de tester *« la bonne volonté du patronat à avancer sur ce sujet majeur qu’est le pouvoir d’achat »* alors même que celui-ci rabâche qu’il ne veut pas augmenter les salaires. La CGT, la FSU, Solidaires et l’UNSA, quant à eux, affirment à juste raison que les travailleurs *« ne font pas l’aumône »* et appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestation, le 17 novembre. Reste à se donner les moyens de préparer et de réussir cette nouvelle journée pour que le maximum de travailleurs s’y joignent. Le combat pour arracher de véritables augmentations de salaires est un combat difficile, mais l’engager est la seule voie pour que ceux sur qui repose toute la société ne voient pas leur vie s’effondrer.

Xavier Lachau



LO

Salaires emploi : le chantage des patrons

Porter le smic à 1 700 euros nets *« détruirait plus de 230 000 emplois »*, affirme Farandou , le ministre du Travail.

Et pour les 24 euros de hausse du smic annoncés, il avance une estimation de 5 000 à 20 000 suppressions d’emplois. Il serait bien en peine d’expliquer sur quoi reposent ces chiffres, mais ce n’est pas son problème.

Il s’agit en réalité d’appuyer l’argument patronal répété sur tous les tons : augmenter les salaires serait une catastrophe économique et sociale. C’est ce que formule notamment Michel Picon, président de l’Union des entreprises de proximité, qui promet *« une cohorte de licenciements »* si des hausses conséquentes de salaires sont accordées.



DR

Entre l’été 2024 et l’été 2026, la France a compté 300 000 chômeurs de plus. Au seul printemps 2026, la Dares a compté 43 500 inscriptions à France Travail après un licenciement économique. Cela alors que sur la dernière année, les salaires de base du privé ont perdu du pouvoir d’achat. La vague de licenciements n’a pas attendu que les salaires rattrapent les prix pour ravager le monde du travail.

Les discours justifiant les licenciements par le prétendu coût du travail sont de la propagande patronale. Loin de coûter quoi que ce soit, le travail est la base de toutes les richesses.

Pour augmenter les salaires, comme pour s’opposer aux licenciements, il n’y a qu’une seule solution viable : prendre sur les profits des grandes entreprises et de leurs actionnaires.

Lucas Pizet

Hausse du smic : aux patrons de payer

Avant la conférence sociale de lundi 9 novembre, Michel Picon, président de l’Union des entreprises de proximité, se disait prêt à accepter un smic à 1 500 euros net à condition que l’État baisse les prélèvements sur les entreprises. En clair, même pour une hausse d’à peine 24 euros par mois, le patronat veut faire payer la facture à la collectivité.

Le gouvernement a renvoyé la discussion à décembre ou janvier. Pourtant il y a déjà de quoi faire. Selon Lecornu lui-même, les allègements généraux de cotisations patronales représentent environ 70 milliards d’euros par an, faisant qu’aujourd’hui le patronat ne paye que 6 % de « charges » sur un smic.

De plus ce que le patronat appelle charges est en fait une partie du salaire, mutualisée entre tous les travailleurs et qui sert à financer les retraites, la santé et les indemnités chômage.

Avec toutes ces baisses de charges, le patronat a diminué en réalité la part qui revient aux salaires, de 70 milliards d’euros par an, selon Lecornu. Il annonce qu’il ne veut pas en rester là. Il n’y a pas de raison de l’accepter.

L. P.

Cercle Léon Trotsky

Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

Vendredi 20 novembre à 20 heures

Mutualité, métro Maubert-Mutualité, Paris

(Participation aux frais : 3 euros)

Cette réunion, initialement prévue samedi 7 novembre, a été reportée au 20 pour permettre la participation aux manifestations.

Toujours déterminés

Une semaine après les vacances d'automne, la mobilisation de la jeunesse lycéenne et étudiante continue. Les jeunes trouvent les ressources pour faire durer ce mouvement. C'est en soi une première victoire et une sacrée expérience.

Dès la rentrée de lundi 2 novembre, des lycéens bloquaient à nouveau leur établissement. Les consignes de la police étaient d'utiliser une plus grande violence pour forcer ces blocus. On a alors assisté à des scènes de matraquage en règle, de tabassages de jeunes, d'arrestations musclées. Sur les réseaux sociaux circulent des images édifiantes comme celle de ce jeune auquel les policiers ont retiré son pantalon avant de le traîner de force pour l'arrêter. Dans bien des endroits les jeunes ne se sont pas laissé faire et apprennent ainsi à répondre aux coups de la police. Dans plusieurs lycées, une fois les portes ouvertes par les policiers, les lycéens présents et non bloqueurs ont quand même refusé d'aller en cours dans ces conditions. La contestation lycéenne ne s'éteint pas, et cela se voit dans les différentes manifestations. Celles du mardi 10 novembre ont rassemblé encore des milliers de participants.



À Paris.

Dans certaines universités, les autorités ayant rouvert les campus, les assemblées ont même été plus nombreuses qu'avant les vacances. Les étudiants mobilisés ont pu s'adresser à davantage de leurs camarades, certains faisant le tour des amphithéâtres pour convaincre d'autres de les rejoindre. Ils ont découvert à cette occasion que ceux qui ne sont pas mobilisés sont loin d'être tous des adversaires du mouvement.

Par sa durée, le mouvement permet aux jeunes de faire de multiples expériences. Certains ont appris à s'adresser à leurs pairs, à militer pour leur cause et à gagner des soutiens, en ne se contentant pas de simples blocus. Partout aussi la nécessité de s'organiser émerge, ne serait-ce que pour faire des services d'ordre lors des manifestations et se protéger des policiers. Mais pas seulement. Pour décider de la forme du mouvement, des actions, des revendications, des assemblées générales se tiennent dans des lycées et des universités.

Si convoquer des assemblées est un premier pas, il faut aussi se donner les moyens de discuter vraiment, de prendre des décisions qui seront appliquées. Toutes ces expériences vécues sont des acquis essentiels pour les jeunes mobilisés.

Personne ne peut dire combien de temps va durer ce mouvement et jusqu'où il ira. Il a déjà démontré une certaine détermination face aux tentatives du gouvernement pour intimider, réprimer, endormir. Il continue à lui poser un problème politique. Et c'est tant mieux.

Marion Ajar

Instruction civique par la matraque

Dans les manifestations de jeunes, les slogans contre la police sont parmi les plus repris. Les forces de répression ont fait ce qu'il fallait pour obtenir ce résultat.

En effet, le gouvernement a choisi d'envoyer la police, dès que quelques dizaines de lycées ont protesté contre l'état de leur établissement, le 18 septembre, dans le Val-de-Marne. Et l'attitude de la police, l'injustice flagrante ressentie par les lycéens bousculés et se sentant dans leur bon droit, ont contribué à étendre le mouvement.

L'envoi systématique de la police les jours et les semaines suivantes, les coups, les blessés graves, les gazages, loin d'éteindre le mouvement ont contribué à l'amplifier et à lui donner un caractère anti-police de plus en plus prononcé.

Toute une génération a désormais vu que des policiers sont capables de se comporter comme des voyous, d'injurier, d'humilier ceux qu'ils ramassent. Tous les lycéens en mouvement ont compris que la rage policière, réservée au départ à la jeunesse des quartiers populaires, particulièrement si elle est issue de l'immigration, finit par s'appliquer à tous. Tous ont entendu les chefs policiers, à commencer par leur ministre et leurs représentants syndicaux, couvrir les méfaits des matraqueurs, en mentant effrontément devant les caméras. Tous enfin ont vu la justice emboîter le pas à la police et prononcer des peines sans commune mesure avec les faits reprochés.

La jeunesse, du moins la partie de la jeunesse qui manifeste, déteste donc l'institution policière elle-même et pas seulement le comportement de tel ou tel corps de répression. C'est le commencement de la sagesse, car il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, quel que soit le gouvernement, de bonne police dans une société pourrie d'inégalités. La police est là pour défendre les privilèges des riches contre les explosions de colère, individuelles et surtout collectives des plus pauvres. Elle est là pour tabasser, mutiler, assassiner au hasard des prétendues bavures, pour terroriser ceux qui se révoltent et le leur faire payer. Elle est, par fonction, gangrenée par le racisme, porteuse de tous les préjugés d'extrême droite, dure avec les travailleurs, servile vis-à-vis des possédants.

Lénine disait en son temps que les cosaques (la police du tsar) faisaient entrer la révolution à coups de sabre dans la tête des ouvriers. Les matraques policières d'aujourd'hui peuvent avoir le même effet, ne serait-ce que pour une fraction de la jeunesse.

Paul Galois



À Paris. LO

Rennes

Les blocages de lycée ont repris dès lundi 2 novembre au matin.

La police est intervenue mais les blocages ont tenu toute la semaine du 5 novembre dans plusieurs lycées. Au retour des vacances, l'université Rennes 2 a été de nouveau fermée par la présidence.

Le matin du 5 novembre, les CRS ont été très présents devant les lycées. Devant l'un d'eux au sud de la ville, les personnels avaient rejoint les lycéens et s'étaient interposés face à la police. Les CRS ont chargé et ont interpellé plusieurs lycéens.

La préfecture avait fermé plusieurs stations de métro toute une partie de la journée, mais cela n'a pas empêché jeunes, travailleurs, retraités de participer à la manifestation. 35 000 personnes ont défilé dans la ville pendant plus de deux heures, à un rythme assez lent car les rues étaient parfois trop étroites par rapport à la taille du cortège.

En fin de parcours, la police a coupé plusieurs fois le cortège et a nassé des manifestants. Il y a eu plusieurs blessés, notamment des jeunes. La police est intervenue dans le cortège syndical au prétexte qu'il y avait des « individus masqués ».

La détermination est intacte et la manifestation du 7 novembre a aussi été un succès avec près de 10 000 participants.

Correspondant LO

Le 5 novembre : des manifestations massives

Les manifestations du 5 novembre ont été un succès. Cette journée a regroupé, selon les préfets qui ne sont certainement pas enclins à en exagérer le nombre, au moins 575 000 manifestants, la plus nombreuse depuis le début du mouvement entamé par la jeunesse scolarisée.

Le gouvernement espérait que ce mouvement soit en déclin, après avoir mobilisé les samedis précédents 550 000 personnes le 17 octobre, puis 410 000 le 24 et enfin 320 000 le 31. Dans de nombreux centres-villes, les manifestions étaient interdites, notamment à Toulouse, où elle a tout de même eu lieu.

Dans les jours précédant la manifestation, les autorités avaient organisé une véritable campagne pour faire croire que des hordes de casseurs allaient s'en prendre aux centres-villes. À Paris, des magasins situés à des kilomètres du parcours de la manifestation s'étaient préparés à un siège. Pour rien, car il n'y a eu aucune casse notable le 5 novembre. Ce qui n'a pas empêché les CRS de charger des manifestants.

Cela n'a pas pu empêcher un immense cortège, jeunes et salariés mêlés, de 65 000 manifestants selon la préfecture à 350 000 selon les syndicats, de défiler sur un parcours classique, de République à Nation. Comme à chaque fois depuis plusieurs semaines, beaucoup portaient des pancartes portant sur les violences policières ainsi que sur le pouvoir d'achat, et ont défilé en avant du cortège syndical qui a dû piétiner deux heures avant de pouvoir s'ébranler.

Lucien Détroit

LO



À Paris.

Loire-Atlantique

Les manifestations pour réclamer de meilleures conditions de travail, d'étude et des augmentations de salaires et de pension se sont situées dans le top 5 des grosses manifestations du département. Elles ont rassemblé environ 30 000 personnes à Nantes, 5 000 à Saint-Nazaire et des milliers d'autres ont défilé également à Ancenis, Savenay ou Clisson.

À Nantes et Saint-Nazaire, les tentatives d'intimidation sur les blocus de lycées dans la semaine n'ont pas freiné les jeunes qui ont formé des cortèges par lycées avec les personnels de l'éducation. En tête, ils étaient suivis par les salariés de nombreux secteurs : santé, social, transports, logistique, industrie aéronautique, navale ou agroalimentaire ; certains faisant leur première grève.

La colère et les inquiétudes sur l'avenir que la société réserve aux jeunes et à leurs parents sont loin d'être éteintes et les prochaines mobilisations se préparent.

Correspondant LO

LO



À Toulouse.

Toulouse

Dans les jours précédant le 5 novembre, un bras de fer s'est déroulé entre la préfecture, qui a voulu imposer un parcours éloigné du centre-ville et des itinéraires habituels, et la plupart des syndicats qui ont refusé. Malgré l'interdiction de la préfecture, l'appel syndical a été maintenu sur la place Saint-Cyprien en bordure du centre-ville et les manifestants sont venus en nombre au rendez-vous : 22 000 d'après la préfecture et 80 000 d'après les organisations syndicales.

Le dispositif policier qui attendait les manifestants était conséquent mais la tentative de les confiner sur la seule place Saint-Cyprien n'a pas réussi. Après avoir forcé un cordon de CRS, le rassemblement a néanmoins été bloqué quelques centaines de mètres plus loin à l'entrée d'un pont sur la Garonne. Tous les accès vers le centre-ville étaient barrés par des cordons de policiers et gendarmes. Dans le centre-ville des groupes de CRS, gendarmes, policiers et policiers municipaux occupaient les passages les plus fréquentés qui avaient l'air d'être en état de siège.

Pendant une heure et demie, les manifestants sont restés face aux CRS, dans une ambiance festive. Des fanfares déambulaient parmi eux, en entraînant des chenilles. Les slogans anti-police et anti-extrême droite étaient massivement repris et comme d'habitude, les revendications du mouvement s'exprimaient sur des pancartes en carton. Quelques cortèges d'entreprise étaient bien visibles mais les nombreux jeunes formaient le gros du rassemblement et lui donnaient son énergie.

Prenant prétexte du fait que quelques manifestants s'étaient approchés d'eux en poussant des poubelles, les CRS ont commencé à charger. Le service d'ordre de la CGT au premier rang s'est fait copieusement matraquer mais n'a pas bougé. Les CRS ont dû bombarder le cortège à plusieurs reprises de gaz lacrymogène et de grenades pour que la première ligne commence à reculer dans le calme. Il a fallu plusieurs heures de gazage, de matraquage, de canon à eau, pour que tous les manifestants soient éloignés du centre-ville et dispersés dans la soirée.

L'interdiction de manifester et la brutalité de la dispersion n'ont pas intimidé les manifestants qui sont repartis plus en colère et déterminés que jamais.

Correspondant LO

Lycée Victor-Duruy – Paris : la police à l'œuvre

Au lycée Victor-Duruy, dans le très chic 7e arrondissement de Paris, les lycéens se mobilisent depuis un mois pour de meilleures conditions d'études, et en solidarité avec les établissements moins favorisés.

Les blocages qui s'étaient tenus avant les vacances scolaires s'étaient déroulés sans aucun incident notable.

Jeudi 5 novembre, lors de la journée d'action interprofessionnelle, les lycéens ont fait face à des policiers très agressifs qui ont gazé des élèves présents et en ont violemment interpellé un, puis ultérieurement deux autres qu'ils avaient repérés devant le lycée : ils ont été arrêtés alors qu'ils rentraient tranquillement chez eux, à l'écart de leurs autres camarades, à la station de métro toute proche, par des policiers en civil. Lorsque leur garde à vue a pris fin, aucune charge n'a été retenue contre les deux derniers, le troisième devrait être jugé l'année prochaine pour violence sur les policiers.

Révoltés, les élèves ont alors décidé de reconduire le blocus le lendemain, rejoints par quelques élèves des classes préparatoires locales. Le vendredi matin, des parents d'élèves et des professeurs étaient présents en nombre. Et les policiers se sont tenus plus en retrait. Mais ils sont revenus un peu plus tard pour interpeller brutalement deux nouveaux élèves qu'ils avaient ciblés. Ils ont menacé tous les autres de subir le même sort s'ils s'avisaient de réagir. Face à cette situation, les professeurs ont majoritairement voté la grève, et sont allés protester au commissariat où les élèves étaient retenus. Ces derniers ont également été relâchés sans inculpation en fin de journée. Ils ont fait savoir qu'ils avaient été dans l'intervalle fouillés au corps et menottés.

Depuis, le lycée ferme dès qu'une poubelle apparaît à proximité, avec la perspective de passer à l'enseignement à distance.

Face à la contestation, le pouvoir cherche à intimider la jeunesse, mais ne parvient qu'à renforcer sa détermination et à faire monter la colère, en lui enseignant au passage le véritable rôle des forces de répression.

Correspondant LO

LES JEUNES EN LUTTE

Angers

Plus de 15 000 manifestants selon les syndicats, près de 10 000 selon la presse et la police : l'affluence dans les rues d'Angers jeudi 5 novembre a retrouvé le niveau des marches de protestation contre la réforme des retraites en février 2023.

Jeunes, actifs, chômeurs et retraités se sont mêlés, pour dire leur ras-le-bol d'une vie de plus en plus difficile. Les pancartes manuscrites ont de nouveau reflété, par des formules bien senties, tout ce qui cause la colère.

En plus des travailleurs du public et des plus grandes entreprises (Valeo, Scania…), souvent syndiqués, des salariés de plus petites structures ont tenu à être présents, de même que les agriculteurs de la Confédération paysanne et même des petits commerçants.

Le cortège lycéen et étudiant, en tête, a repris quantité de slogans anti-répression et anti-RN mais aussi pour l'union avec les travailleurs contre les capitalistes. À l'assemblée générale qui a suivi, plusieurs jeunes ont exprimé l'espoir que leur mouvement soit une étincelle pour le monde du travail, conscients que l'entrée de la contestation dans les entreprises sera le facteur décisif.

À Cholet et Saumur aussi, les rassemblements ont été réussis, avec 1 000 et 600 manifestants respectivement. Ces succès ont regonflé les participants et, samedi 7 novembre, ce sont autour de 5 000 personnes qui sont redescendues dans les rues d'Angers malgré l'interdiction.

Correspondant LO

LO



À Angers.

LO



À Lyon.

Lyon

Mardi 3 novembre, un jeune de 14 ans a été violemment arrêté par des CRS aux abords du lycée Parc-Chabrières d'Oullins-Pierre-Bénite, que des lycéens tentaient de bloquer.

Ce collégien a eu le tort de passer au mauvais moment : des vidéos montrent comment il a été brutalisé, avant de convulser au sol, puis d'être embarqué dans un véhicule banalisé où il aurait à nouveau subi coups et insultes. Les pompiers n'ont été appelés que bien plus tard.

Toute la semaine de la rentrée, dans plusieurs lycées de l'agglomération lyonnaise, la police est intervenue par la force, en prenant prétexte du moindre incident lors des blocus, pour essayer d'écraser toute reprise du mouvement. Dans plusieurs établissements, des lycéens ont été placés en garde à vue. Refusant de céder aux revendications, le gouvernement frappe pour terroriser.

Mais cela a eu l'effet inverse puisque la manifestation du 5 novembre a connu un record de participation depuis plus de vingt ans, avec 31 000 manifestants selon la préfecture, des jeunes, des travailleurs, des retraités. Là encore, la police a saisi tous les prétextes pour charger. À plusieurs reprises au cours de la manifestation, elle a lancé des grenades assourdissantes, a envoyé du gaz qui a suffoqué et aveuglé, a provoqué des bousculades et a frappé au sol des personnes, parfois très jeunes et qui ne pouvaient être confondues avec des casseurs. Aux Urgences de l'hôpital le plus proche, Saint Luc-Saint Joseph, la salle d'attente était remplie de blessés venant de la manifestation. Têtes ensanglantées et main cassée suite à des coups de matraque, blessures suite à des chutes, ils étaient nombreux à avoir subi les violences policières.

Loin de la faire taire, ces violences contribuent à alimenter la colère contre la politique du gouvernement et le comportement de ses nervis en uniforme.

Correspondant LO

Notre camarade Yves Daïen

Notre camarade Yves Daïen, que nous appelions Durville, nous a quittés le 28 octobre à l'âge de 86 ans. Il était né en 1940 à Sétif, dans l'Algérie coloniale.

Yves n'était pas un Européen d'Algérie, mais un Algérien de famille juive, syrienne du côté de sa mère. Celle-ci bénéficiait donc de la nationalité française, qui n'était pas reconnue aux musulmans, par la grâce du décret Crémieux de 1870, qui avait voulu opposer les adeptes des deux religions et faire des Juifs d'Algérie des soutiens des autorités coloniales. La famille Daïen n'entrait pas pour autant dans ce jeu puisque le père d'Yves, le docteur Daïen, était bien connu à Sétif et apprécié, pas tellement à vrai dire du milieu européen mais plutôt des autres milieux, juifs et musulmans.

Ces jeunes années passées en Algérie avaient profondément marqué Yves, en particulier les années de la guerre d'indépendance, lorsque l'armée coloniale était devenue omniprésente avec ses contrôles quotidiens mais aussi où les attentats du FLN étaient devenus fréquents. Quelqu'un du FLN, qui connaissait et appréciait le docteur Daïen, lui avait fait dire qu'il valait mieux pour lui mettre sa famille à l'abri. Les enfants Daïen étaient donc arrivés en 1960 à Marseille, où Yves avait continué ses études. C'est ainsi qu'il devint le premier militant de Voix ouvrière dans cette ville, après avoir rencontré des camarades qui venaient d'autres régions pour tenter d'implanter là une activité révolutionnaire. Et si un groupe de militants de Lutte ouvrière put exister à Marseille, ce fut bien en grande partie grâce à son travail militant.

La traversée de la Grande Bleue n'avait pas transformé Yves. Il était resté au fond algérien ou si l'on veut citoyen des deux rives, profondément internationaliste. Il avait même traversé l'Atlantique pour aller aider nos camarades d'Haïti dans les années 1987-1988 au moment où la dictature de Duvalier fils, dit Bébé Doc, avait pris fin et où la population haïtienne était saisie d'espoir. Il était resté marqué par ce séjour, mais nos camarades d'Haïti aussi se souviennent de sa jovialité, de sa sensibilité au sort des opprimés, de sa compréhension politique.

Yves était méditerranéen dans ses passions, y compris culinaires, qu'il s'agisse de couscous ou de bouillabaisse. Il était aussi de caractère passionné, enclin à s'enflammer vite, quitte parfois à en devenir irascible. Mais il était avant tout généreux et il manquera à sa compagne comme il manquera à sa famille, comme il manquera à nous tous.


LO

Un camarade qui part, c'est une entière bibliothèque et tout un capital politique et humain qui disparaissent. Toute sa vie Yves nous a communiqué sa chaleur, sa conviction, son engagement pour les idées. Nous nous en souviendrons et d'une certaine façon, il sera toujours là, avec nous.

Mélenchon au Bourget : les urnes pour seul horizon

La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon ont fait une nouvelle démonstration de force en réunissant 20 000 personnes au Bourget samedi 7 novembre.



OLIVIER COURSAN LP

Jean-Luc Mélenchon a présenté son programme rassemblé sous le titre de « L'Avenir en commun ». Il en a résumé le catalogue de quelque 1 000 mesures en répétant : *« Voici ce qu'il s'agit de comprendre : il faut tout changer ! »*

Le candidat insoumis a trouvé les mots qui vont droit au cœur de ceux qui subissent ou veulent combattre le racisme et les injustices, de ceux qui sont révulsés par les violences policières et le génocide à Gaza. Mélenchon n'a pas manqué de dénoncer le fossé entre riches et pauvres et la nécessité de *« démanteler les citadelles de ce système pourri »* en dénonçant le capitalisme, les risques de guerre généralisée et le péril climatique. Aucune révolte, aucun danger planant sur la société n'a été oublié par Mélenchon.

Il met en avant, parmi toutes les mesures, l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix. Mais comment compte-t-il l'imposer au patronat ? Il n'en dit rien et, en tout cas, il n'appelle pas les travailleurs à se mobiliser, mais seulement à voter pour lui. Il faut tout changer, proclame-t-il, mais d'abord le président de la République.

Bien des adhérents ou électeurs de LFI sont aujourd'hui dans les manifestations et font grève lors des journées d'action et LFI se pose en soutien du mouvement actuel. Mais Mélenchon ne s'est jamais adressé au public du Bourget comme à des combattants d'une lutte pour renverser la classe capitaliste et son système. En politicien de gauche classique, Mélenchon ne voit devant lui que des électeurs à éblouir.

Alors que les travailleurs ont besoin de relever la tête pour défendre leurs intérêts et pour offrir une perspective à l'ensemble de la société, l'imposture d'un changement par les urnes défendue par Mélenchon ne peut être qu'un puissant anesthésiant.

Boris Savin

PCF : pour sauver leurs sièges

Jeudi 5 novembre, quatre députés du Parti communiste français sur les huit à l'Assemblée nationale ont annoncé leur ralliement à Jean-Luc Mélenchon.

Malgré la candidature à la présidentielle de Fabien Roussel, décidée en septembre par 72 % des militants du PCF, la majorité des 17 membres du groupe parlementaire Gauche démocrate et républicaine (GDR), qui rassemble des élus ultramarins et du PCF, ont justifié l'alignement derrière Mélenchon au nom de l'unité pour faire barrage à Le Pen. *« J'assume cet acte que j'assimile à un acte de désobéissance civile. C'est une objection de conscience »*, a déclaré Stéphane Peu, député PCF de Seine-Saint-Denis et président du GDR à l'Assemblée. L'emphase vise à couvrir un objectif plus terre à terre : les députés communistes dissidents ont en ligne de mire les futures élections législatives et jugent plus prudent de faire allégeance dès maintenant au leader insoumis pour conserver leur circonscription.

À vrai dire, ces tourments sont tout autant partagés par Roussel et l'appareil du PCF, qui font pour le moment un autre calcul. Pour continuer d'exister et peser, un peu, sur les prochains marchandages électoraux, ils ont décidé de mener une campagne indépendante au premier tour. Ils pourront alors négocier leur ralliement au second tour, au cas où Mélenchon serait qualifié. Entre le choix de Stéphane Peu et celui de Roussel, il n'y a pas une politique différente, mais une tentative par des chemins différents de ne pas totalement disparaître des institutions et de ne pas perdre les moyens qu'elles procurent. D'ailleurs rien ne dit que Roussel, crédité de 2,5 % dans les sondages, ne finira pas par jeter l'éponge lui aussi pour se rallier à Mélenchon.

Les intérêts des travailleurs n'entrent pas en jeu dans ces choix, pas plus que les principes et idées politiques. Faut-il rappeler que le PCF a choisi Mélenchon dès le premier tour des élections présidentielles de 2012 et 2017 ? Il y a perdu des plumes électorales et Mélenchon y a gagné de devenir la vedette de la gauche, en grande partie grâce aux militants du PCF.

La direction du PCF pourra donc se targuer, à l'instar du Dr Frankenstein, d'avoir donné vie à la créature qui a fait son malheur.

B. S.

Le Pen : une politicienne antiouvrière

Le 5 novembre, alors que des centaines de milliers de manifestants défilaient pour les salaires, la candidate du RN repoussait l'idée d'une hausse du smic de 10 %, au prétexte qu'elle pourrait entraîner une *« vague de licenciements »*. Et l'idée d'obliger les patrons à augmenter les salaires ? *« On rentre dans l'URSS »*, a-t-elle lâché.

Le Pen y oppose son programme : laisser les patrons décider en leur promettant des exonérations supplémentaires de cotisations sociales. Lorsque les travailleurs revendiquent, elle reprend à son compte les arguments du patronat.

Marine Le Pen aime la France qui travaille, mais seulement quand elle se tait et travaille au prix fixé par le patron.

Lucas Pizet



CAPTURE FACEBOOK LIBÉRATION

Agression de Michel Zecler par les policiers en novembre 2020.

Affaire Zecler : brutalité et racisme policiers

Le 9 novembre s'est ouvert le procès des trois policiers accusés d'avoir passé à tabac le producteur de musique Michel Zecler, d'origine antillaise.

Si l'accusation n'a pas retenu le mobile du racisme, c'est pourtant bien de cela qu'il est question, en plus des violences policières.

Le soir du 21 novembre 2020, lors du confinement lié au Covid, Michel Zecler avait été interpellé par la police parce qu'il ne portait pas de masque dans la rue. Trois policiers avaient alors pénétré dans son studio d'enregistrement et s'étaient mis à le tabasser à coups de pied, de poing et de matraque pendant six minutes. Il en était ressorti blessé à la tête, aux bras et au visage avant d'être placé en garde à vue pendant deux jours pour *« violences sur personne dépositaire de l'autorité publique »*. Pour justifier leur acte, les policiers avaient déclaré dans leur procès-verbal que le producteur s'était brutalement rebellé. Heureusement, les images des caméras de vidéosurveillance prouvaient tout le contraire. Largement diffusées sur les réseaux sociaux et même à la télévision, elles avaient à l'époque suscité une vive indignation.

Bien que Michel Zecler ait toujours affirmé que les policiers l'avaient traité de « sale nègre », l'accusation n'a pourtant pas voulu retenir ce mobile, qui constituerait une circonstance aggravante. Sa parole et celle des témoins ne comptent pas, les propos n'ayant pas été enregistrés. Il s'agissait pourtant bel et bien de policiers racistes, comme il y en a tant. Les enquêteurs ont retrouvé dans le téléphone de l'un d'entre eux le message suivant adressé à sa compagne : *« C'est pas du racisme (…) mais tous les bâtards qui foutent la merde ce sont tous les mêmes »* ainsi que des photomontages ironisant sur la mort de George Floyd, un Afro-Américain tué par la police à Minneapolis.

Tabassage, procès-verbal truqué, racisme. Les lycéens victimes des mêmes forces de répression ont bien raison d'écrire sur leurs pancartes : *« La police nous protège, mon œil ! »*

Daniel Mescla

Bangladesh : les travailleurs du textile en grève

Depuis le 31 octobre, des dizaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers du textile font grève et manifestent pour obtenir une augmentation de leurs salaires.

Ils demandent un salaire minimum mensuel de 33 000 takas (220 euros) contre les 12 500 takas actuels (90 euros), arrachés déjà par des grèves ces dernières années.

Les manifestants ont envahi pendant plusieurs jours les rues de Dacca, la capitale, et ont continué malgré la violente répression du gouvernement.

Le Bangladesh est un des pays où les salaires des ouvriers du textile sont les plus bas, et ils sont amputés par une forte inflation, de 8 % en septembre. Quatre millions d'ouvrières et d'ouvriers s'échinent dans près de 4 000 usines, pour les profits de marques mondiales comme H & M, Uniqlo, Primark, Zara… Le Bangladesh en tire 80 % de ses revenus d'exportation. C'est dire que ces travailleurs représentent une force, et ils ont mené de nombreux combats depuis des années.

Ils se sont battus contre les très bas salaires, mais aussi contre les conditions de travail scandaleuses qui avaient amené, en 2013, à l'accident du Rana Plaza. Cet immeuble s'était effondré sur les travailleurs faisant plus de 1 100 morts. Les ouvriers avaient été contraints de prendre leur poste sous peine de licenciement, alors que des fissures étaient apparues la veille dans l'immeuble, et que des inspecteurs avaient ordonné son évacuation et sa fermeture.

En 2024, une révolte commencée par les étudiants et la jeunesse, à laquelle les travailleurs du textile avaient largement participé, avait abattu la dictature de Sheikh Hasina, qui s'était enfuie du pays. Cependant cette révolte dite de la Gen Z n'avait pas touché à l'État ni au pouvoir des patrons, de sorte que c'est aujourd'hui le gouvernement issu des élections de février 2026, qui réprime les grèves. Le ministre de l'Intérieur, Salahuddin Ahmed, a promis de ramener l'ordre *« avec une main de fer »*, répétant que *« les usines seront rouvertes dès que possible »*, et déplorant que *« des criminels essaient de propager la violence et rendent la situation plus compliquée »*.



SALAHUDDIN AHMED / AFP

Manifestation des grévistes du textile.

Les grèves de ces derniers jours ont contraint le gouvernement à mettre en place un comité rassemblant des représentants patronaux et syndicaux, qui a promis, mercredi 4 novembre, une augmentation des salaires dont le montant ne devrait être fixé qu'en décembre, et qui serait effective en janvier.

Le gouvernement espère probablement que ces promesses suffiront à mettre fin aux grèves que la répression n'a pas pu arrêter. Au vu de l'ampleur de la mobilisation, il n'est pas dit que les travailleurs se contenteront de quelques miettes.

Hélène Comte

Gaza : combien de familles noyées ?

« *Nous sommes des noyés* » a déclaré une habitante de Gaza, au beau milieu des inondations déclenchées le 6 novembre par le cumul des pluies incessantes et des vents violents de ce début d'un quatrième hiver de détresse.

Ce n'était pas une formule. Dans les camps de tentes – dans la ville, dans le centre et le nord de la bande – où s'entassent les quelque deux millions de Gazaouis survivants, et qui n'ont pas voulu et surtout pas pu partir, l'eau envahit tout, détruit tout. Des tentes ? Tout juste des bâches usées dont la plupart n'ont pas résisté aux violentes intempéries. Les réfugiés, les mères surtout, s'acharnent à recoudre, à surélever, à essorer, à faire plus ou moins sécher le peu qu'ils ont. On le voit sur les vidéos transmises, tous ont les pieds dans un mélange d'eau de pluie et d'eaux égouts, du fait de la destruction du réseau d'assainissement.



OMAR AL-QATTAA / AFP

Gaza le 7 novembre.

Le 8 novembre, dans le camp de réfugiés de Deir al-Balah, situé sur un terrain sablonneux, les pluies ont provoqué l'effondrement d'un talus, ensevelissant deux femmes et trois enfants ; tous sont morts. avant même les intempéries, le journaliste gazaoui Rami Abou Jamous décrivait sur le site Orient XXI la vie quotidienne à Gaza. *« On fait la queue pour avoir un peu d'eau, on fait la queue pour avoir de la nourriture, on fait la queue pour aller dans des dispensaires ou des cliniques, des hôpitaux de fortune, des hôpitaux de campagne, pour faire vacciner les enfants. Les femmes aussi font la queue, pour aller aux toilettes. Chaque jour, nous vivons la mort, chaque jour, il y a des frappes de missiles ou de drones. Parfois c'est un hôpital qui est visé, parfois c'est un marché ou une charrette qui transporte des gens, une voiture, un bus… On respire la mort. On dort avec la mort, et l'on rêve de la mort. Et l'on se réveille avec la mort. »*

Il en est ainsi dans les 30 % de territoire qui restent aux Palestiniens à l'ouest de la bande, entre la mer et la « ligne jaune » que le pouvoir israélien a hérissée pour se réserver une « zone tampon ». Les inondations ne font que révéler l'ampleur des destructions et la mort lente à laquelle le pouvoir israélien condamne la population palestinienne en continuant sa guerre d'extermination. L'aide humanitaire promise ne peut pénétrer dans l'enclave, encore moins les matériaux qui permettraient la reconstruction d'abris en dur ou un minimum d'infrastructures, comme des réseaux d'assainissement. Il n'y a pas plus de préfabriqués, réclamés par la défense civile de Gaza, que de tentes dont, selon les Nations unies, 120 000 manquent à Gaza. Pourtant, juste de l'autre côté de la frontière, en Égypte, 150 000 tentes sont bloquées par les autorités d'Israël. Il va sans dire que le prix des tentes, à Gaza, est hors de portée de la plupart des bourses !

Quant aux rares Gazaouis autorisés, après combien de difficultés, à aller se soigner au Caire, leur retour est compromis, tant les postes-frontières leur restent fermés. En quelques mois, une dizaine d'entre eux ont purement et simplement été arrêtés par l'armée à leur retour. Ce fut le cas, il y a peu, au poste-frontière de Rafah, pour une femme de 60 ans atteinte d'un cancer métastasé, arrêtée avec sa fille. Ses proches ont pu savoir qu'elles étaient toutes deux détenues depuis lors à la prison d'Ashkelon, en Israël.

Dans un élan de mensonge, le Cogat, l'organisme du ministère israélien de la Défense chargé des affaires civiles dans les territoires palestiniens, a prétendu, en pleine catastrophe, le 9 novembre, qu'il avait mis en place des *« préparatifs pour l'hiver dans la bande de Gaza »*, en coordination avec l'ONU et le Conseil de paix. Le Conseil de paix de Trump a surenchéri dans le cynisme en appelant ses amis du gouvernement israélien à *« agir immédiatement »* face à *« l'urgence humanitaire »* provoquée à Gaza par les pluies. Car bien sûr, pour Trump comme pour le gouvernement israélien, le seul responsable à incriminer pour la situation dramatique des habitants de Gaza est… la météo !

Viviane Lafont

Ukraine : assez de la guerre !

Dans la banlieue de Kiev, le 2 novembre, des manifestants et des membres de leur famille ont délivré une quarantaine de personnes détenues dans un bâtiment discret, sinon secret, de la brigade Azov de la Garde nationale.

Il s'agissait de soldats ayant refusé d'aller au combat, ayant déserté ou de mobilisables réfractaires.

En France et dans l'Union européenne, grands soutiens de l'Ukraine dans sa guerre avec la Russie, les médias n'ont guère parlé de cet événement. Et pour cause ! Il met à mal la fable, servie depuis des années, du rempart de la démocratie que serait le régime de Zelensky.

Mais, sur place, l'affaire fait grand bruit. Sachant que les vidéos de l'affrontement ayant permis cette libération avaient été vues des millions de fois, le pouvoir ukrainien a dénoncé la *« main de Moscou »*. Il visait en particulier l'infirmière qui avait appelé à se rendre en nombre *« devant le bâtiment (militaire) où des personnes seraient torturées »* : il l'a depuis fait emprisonner.

Le chef de l'administration présidentielle, l'ancien directeur du renseignement militaire Kyrylo Boudanov, est allé aussitôt sur place « dialoguer » avec la foule. Pour noyer le poisson, il a décrit le bâtiment pris d'assaut comme une *« base arrière »* de la brigade Azov, puis comme un *« centre de transit »* pour des soldats ayant eu maille à partir avec l'institution militaire. Pour banaliser encore plus la chose, il a ajouté que de tels centres, il y en avait d'autres. Or c'est précisément de cela que parlent des soldats sur les réseaux sociaux, mais en les appelant des *« fosses »* ou des *« centres de concentration »* et disant qu'il y en a un peu partout dans le pays.

Alors, grand classique, les autorités ont annoncé une enquête. En attendant, pas un responsable de la brigade Azov n'a été inquiété pour cette prison non officielle, ni pour ce qu'il s'y fait. Créé en 2014 avec des paramilitaires ultranationalistes et néo-nazis pour combattre les prorusses du Donbass, le bataillon Azov a depuis pris du galon. Il a formé l'ossature du 1er corps d'armée de la Garde nationale et Kiev a voulu lui donner une image plus présentable. Sans vraiment convaincre : jusqu'en 2024, même l'allié américain a refusé certaines armes aux troupes d'Azov, qui tenaient à afficher une symbolique inspirée du nazisme. Mais cette brigade est un pilier de l'armée sur laquelle s'appuie le régime de Zelensky, et ce dernier ne va donc pas lui chercher noise.

La sécurité militaire dit avoir identifié cent participants à la protestation du 2 novembre et qu'elle pourrait engager des poursuites contre eux. Quant à Boudanov, il avait harangué la foule en russe devant la prison secrète. Pensait-il ainsi mieux se faire entendre d'elle, avant que ses sbires ne la dispersent de force ? En tout cas, la médiatrice aux langues – personnage officiel veillant à l'emploi exclusif de l'ukrainien dans la sphère publique – ne l'entendait pas de cette oreille : elle lui a infligé une amende pour infraction à une loi imposée par les nationalistes ukrainiens !



AKTUM

L'embarquement de réfractaires par le TSK.

En juillet dernier, une autre mobilisation massive avait eu lieu à Lviv, capitale de l'ouest de l'Ukraine, pour arracher leurs proies aux hommes des TSK, les centres territoriaux de recrutement. En effet, ceux-ci *« se transforment en lieux de détention »* constatait, en 2025, un rapport du commissaire ukrainien aux droits de l'homme. À la même époque, un autre rapport, cette fois d'un organisme français, l'Ofpra, notait que *« l'hostilité d'une partie de la population envers les TSK et leurs employés* [se traduit] *par des affrontements sporadiques »*.

Depuis, cette hostilité et ces affrontements, que Boudanov juge *« inacceptables pour l'État »*, n'ont fait que croître avec la guerre. S'ils finissaient par se retourner contre le régime et ceux qu'il sert, ces derniers ne l'auraient pas volé.

Pierre Laffitte

Russie : la paix des cimetières ?

Les pourparlers dits de paix entre les États-Unis, qui les organisent, la Russie et l'Ukraine se sont ouverts à Abou Dhabi. L'un des émissaires de Trump, Marc Rubio, a déclaré les échanges *« très productifs »*, mais que *« beaucoup de travail reste à faire »*.

Une fois retirée la mousse du langage diplomatique, si les discussions avancent, ce qui resterait à prouver, elles le font donc très, très lentement. Quant aux premiers concernés, les peuples ukrainien et russe, ils sont censés prendre leur mal en patience depuis bientôt cinq ans d'une guerre qui, d'abord concentrée sur l'Ukraine, s'est étendue à une partie de la Russie. Et, sur le front comme au fil des échanges meurtriers de salves de missiles et de drones sur les populations civiles, elle fait toujours plus de victimes.


CAPTURE D'ÉCRAN CALIBERAZ

Arrestation de militants du KPRF.

En Ukraine, les manifestations contre la conscription forcée se multiplient, parfois de façon spectaculaire. En face, ce sont des hackers biélorusses et ukrainiens qui, ayant piraté le site russe des statistiques (Rosstat), confirment, chiffres officiels à l'appui, que depuis le début de « l'opération militaire spéciale » de Poutine, en février 2022, plus de 400 000 Russes ont péri, au combat ou à l'arrière.

Le régime russe aurait préféré que le chiffre ne fuite pas ; il s'étale, et ses sources indiscutables aussi, sur les réseaux sociaux. En même temps, comme son adversaire ukrainien, il peine toujours plus à fournir assez de soldats pour remplacer ceux qui se font tuer au front.

Alors, le régime frappe plus fort tous ceux qui pourraient représenter une forme d'opposition. Il l'a fait à la veille des législatives de septembre, en visant l'opposition dite libérale, celle qui est favorable à une orientation politique de type ouest-européen. Maintenant, il s'en prend à ce que l'on pourrait qualifier de flanc gauche du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF). Celui-ci n'a pourtant jamais manqué de soutenir Poutine, y compris dans sa guerre en Ukraine.

Discrètement, l'été dernier, plusieurs représentants du KPRF, jugés trop indépendants, avaient été évincés de la course aux législatives. L'un d'eux, député sortant et leader du KPRF dans la république des Komis, a été arrêté pour terrorisme. Il risque sept ans de prison pour avoir qualifié d'absurdes les poursuites engagées en 2024 contre un auteur marxisant et un néo-stalinien connu. En octobre, un ex-responsable du KPRF dans la région de Mourmansk a été inculpé pour trahison d'État : il aurait dit à des parents qu'on y construisait une usine pharmaceutique avec l'aide de l'Inde. Le même mois, cette fois à Ijevsk, capitale de l'Oudmourtie, un militant du KPRF a tenté d'organiser une réunion contre la falsification du résultat des législatives : la police ayant « trouvé » des stupéfiants chez lui, on l'a envoyé en camp. Peu après, et bien qu'il soutienne la guerre de Poutine, le responsable du KPRF à Vyborg, région de Leningrad, a subi un raid des forces de sécurité chez lui. Enfin, à Moscou le 4 octobre, quelques centaines de membres du KPRF protestant contre la fraude électorale, certains criant *« À bas le tsar ! »*, ont été dispersés par la Garde nationale : la police a arrêté 60 d'entre eux.

À cela s'ajoutent les poursuites engagées contre les leaders du Parti communiste de Russie (internationaliste), un parti néo-stalinien anti-guerre, à Novosibirsk et, le 7 novembre, l'arrestation suivie de tortures de militants accusés d'avoir discrédité l'armée et célébré sans autorisation l'anniversaire d'Octobre 1917.

Aux Émirats, les émissaires de Poutine discutent peut-être de paix, ou semble-t-il d'échange de prisonniers avec l'Ukraine : Poutine, lui, remplit ses prisons.

P. L.

CAPTURE FR 3 PICARDIE



Manifestation le 7 novembre contre le projet de data center à Rantigny.

Data center – Oise : la colère monte

Le projet d'implantation d'un nouveau data center à Cauffry-Rantigny, dans l'Oise, négocié dans le secret le plus total, a soulevé depuis sa publication l'hostilité et l'indignation de toute une partie de la population. Et une large mobilisation s'est organisée autour d'une association et d'un collectif.

Une première manifestation était organisée le samedi 7 novembre avec une marche symbolique entre les mairies de Cauffry et de Rantigny, siège de la future implantation. Le contact a été pris avec des dizaines d'autres collectifs en France, eux aussi mobilisés face à 38 sites installés ou en voie de l'être, en vue d'une protestation nationale.

Une pseudo-enquête publique, truquée d'avance, a eu lieu. Le pseudo-enquêteur « indépendant » était un des agents du projet aux côtés de comparses. Les mensonges ont succédé aux mensonges.

La réalité est qu'une partie des élus, pas tous heureusement – le maire de Cauffry a retiré son agrément – ont donné leur caution à ce projet annoncé à 4,5 milliards d'euros, qui ne créera aucun emploi, qui détournera l'eau disponible dans cette région de l'Oise. La consommation d'un data center peut être équivalente à celle d'une ville de 50 000 habitants et de nouveaux méga data centers sont annoncés avec une consommation de 30 % supérieure. Toute une partie de l'énergie disponible dans la région sera détournée, les dégâts écologiques et environnementaux sont incalculables. Mais c'est loin d'être tout.

Les publicitaires appointés de ce projet ont osé dire qu'il ne coûterait rien à la collectivité : mensonge ! C'est le maire de Laigneville, ville de la région et favorable au projet, qui a commencé lui-même à lever une partie du voile. Des terrains vont être offerts aux milliardaires qui en sont les vrais acteurs. Ces richissimes maîtres d'œuvre vont aussi recevoir des subventions de l'État, de la région et bénéficier de tarifs préférentiels pour l'énergie, alors que le gaz vient d'augmenter de près de 7 %. L'eau sera gratuite ou presque pour eux, alors qu'elle manque et est payée au prix fort par la population. Des dégrèvements d'impôts, de taxes, etc., sont aussi prévus. Ces ristournes seront évidemment payées par le reste de la population. Ce projet verra-t-il vraiment le jour et servira-t-il vraiment ? En attendant, le mal aura été fait et les milliards auront été encaissés par les capitalistes intéressés.

Les dégâts seront irrémédiables, par exemple pour ceux qui se sont saignés toute leur vie pour s'offrir une petite maison, qui pourra ne plus rien valoir dans ce fatras industriel.

Toute la région est sinistrée par la prédation des plus grands groupes capitalistes industriels, Total, Saint-Gobain, Arcelor, Renault Peugeot, BASF, etc. Si le projet était si bénéfique que les camelots qui s'en font les promoteurs le disent, ils devraient l'implanter dans le ghetto des riches, au Lys de Chantilly, ou dans la propriété des anciens maîtres de forges, la famille De Wendel-Seillières à Oignon, ceux de la baronne de Rothschild à Compiègne, ou les propriétés de la famille Dassault.

Mais le plus insupportable est, alors qu'on rabâche à longueur d'antenne que les caisses sont vides et qu'il va falloir des sacrifices, par l'effet d'un miracle, 4,5 milliards disponibles apparaissent. Avec cette somme, on pourrait remettre en état les services de santé alors qu'on a fermé à Creil la plus grande maternité de la région, que tous les hôpitaux et centres de santé sont à la dérive, Senlis, Clermont, Pont-Sainte-Maxence, le CHI de Clermont, le centre du Tillet, Compiègne. On pourrait embaucher des médecins alors que l'Oise est devenue un désert médical. On pourrait restaurer des arrêts de trains dont la suppression oblige la population à utiliser sa voiture, et à quel prix ; on pourrait remettre en état tous les centres d'éducation délabrés et en manque d'enseignants et remettre les salaires à un niveau acceptable.

Aux data centers installés devraient s'en ajouter très vite 48 autres avec 109 milliards d'investissement, et il n'y aurait pas d'argent pour ce qui manque et est vraiment urgent ?

Il n'wy a pas qu'en France que la colère gronde contre cette dilapidation de sommes énormes, dans tous les États-Unis des collectifs se montent pour défendre les intérêts véritables de la population. Ils doivent passer avant ceux d'une minorité de milliardaires et de capitalistes spéculateurs !

Correspondant LO

Teddy Riner : des tatamis à la présidentielle

Le judoka Teddy Riner a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle. Si l'annonce est étonnante, son positionnement politique, pour « relever la France » est plus classique.

Il se dit *« ni de droite, ni de gauche »*, pour une refonte du système des retraites avec une part de capitalisation, trouve les revendications lycéennes légitimes mais condamne les bloqueurs qui voudraient *« empêcher ceux qui souhaitent travailler d'étudier sereinement »*. La carrure athlétique et le palmarès sportif en moins, un Gabriel Attal ou un Édouard Philippe auraient pu dire la même chose. Macron s'est d'ailleurs déclaré « très heureux » que ce *« grand champion décide de s'engager dans le débat présidentiel »*. Si on y ajoute la une consacrée à cette annonce par le journal *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, propriété du groupe LVMH, on pourrait supposer que certains milieux d'affaires, inquiets des faibles scores prédits à leurs chouchous et de la perspective d'un duel Mélenchon-Le Pen, ne seraient pas forcément fâchés de voir le judoka s'imposer dans les sondages comme sur les tatamis.

Teddy Riner est aussi un homme aux affaires florissantes. Il a été épinglé par le fisc, contre lequel il vient de perdre un procès pour un usage illégal de voitures de luxe appartenant à une de ses sociétés. Après avoir été lié aux époux Balkany à Levallois-Perret, il est devenu proche du roi du Maroc, qui l'a longtemps logé dans un hôtel de luxe à Marrakech et le sponsorise via Maroc Télécom, et de l'émir du Qatar, qui s'est appuyé sur le champion pour créer une section judo au PSG. Bien que champion olympique de judo, ce n'est pas lui qui fera peur aux patrons.

Michel Bondelet



CAPTURE D'ÉCRAN BFM-TV

SFR : les travailleurs ne déclarent pas forfait

Le 3 novembre, les salariés de SFR étaient à nouveau en grève pour dénoncer les conséquences de la vente de leur entreprise par son propriétaire, Patrick Drahi, à ses concurrents Bouygues Telecom, Free et Orange.

Cette opération financière prépare une concentration toujours plus grande du marché des télécommunications entre les mains de quelques grands groupes qui s'entendront pour augmenter les forfaits téléphoniques, tandis que les salariés de SFR redoutent des suppressions d'emplois.

En faisant grève, les travailleurs de SFR ont bien raison de montrer qu'ils ne sont pas des pions.

Économies sur l'APA : une ignominie

Le gouvernement veut économiser 250 millions d'euros sur l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie) à domicile. Pour cela, il envisage d'augmenter par décret la participation financière de la grande majorité des bénéficiaires au 1er janvier 2027.

L'APA est une aide financière versée par les départements aux personnes âgées d'au moins 60 ans, victimes d'une perte d'autonomie. Elle permet de financer une aide à domicile pour la toilette, l'habillage, les repas et de fournir un répit aux proches aidants quand ils existent. Son montant dépend du niveau de dépendance et donc des besoins et des ressources des bénéficiaires.

Dans sa frénésie à faire payer les classes populaires, le gouvernement veut maintenant faire les poches des personnes âgées dépendantes. La Fédération des particuliers employeurs de France considère que 70 à 80% des bénéficiaires de l'APA à domicile pourraient subir une hausse de leur reste à charge pouvant atteindre 36 euros par mois. Cela s'ajoute au blocage des retraites, déjà programmé, et à la perte de pouvoir d'achat consécutive à la hausse des prix.

Une telle mesure aurait de plus comme conséquence la disparition de 7 000 emplois, selon une fédération du secteur des aides à domicile.

Pendant ce temps, milliardaires et actionnaires font ripaille sous perfusion d'argent public. Rien que le yacht de Bernard Arnault vaut le double de ce que le gouvernement s'apprête à voler dans les caisses de l'APA, c'est-à-dire en définitive à des vieux travailleurs, seuls et handicapés.

Christian Bernac

Budget : rejeté pour être appliqué

Le vendredi 23 octobre, après onze jours de discours vains dans un hémicycle presque vide, les députés ont décidé à l'unanimité de repousser le volet « recettes » du budget 2027, entrainant le rejet de l'ensemble du texte.

Même ceux qui soutiennent encore le gouvernement ont voté contre ce projet de loi de finances. C'est donc sa version initiale – celle du gouvernement – qui va être présentée au Sénat, avant de revenir à l'Assemblée nationale. Le gouvernement pourra alors recourir au fameux article 49.3 ou, plus vraisemblablement, aux « ordonnances » pour faire passer son budget.

Les arcanes de la démocratie parlementaire sont ainsi faites qu'il est tout à fait possible de faire appliquer un budget sans majorité, surtout s'il est en faveur du patronat. Car cette feuille de route budgétaire représente avant tout un programme d'attaques contre les travailleurs.

Les milliards d'euros d'économies qu'il comporte visent à permettre de payer aux financiers les intérêts de la dette publique – qui passeraient en un an de 79 à 91 milliards d'euros – tout en finançant une nouvelle hausse de 6,4 milliards du budget militaire. Pour cela, le salaire des fonctionnaires serait à nouveau bloqué, des emplois publics supprimés, les APL ainsi que la prime d'activité et les pensions de retraite au-delà de 1 260 euros par mois seraient gelées. De nouvelles hausses d'impôts s'appliqueraient sur les indemnités de licenciement et d'affection de longue durée (ALD) ainsi que sur les pensions avec la limitation de l'abattement de 10 % sur le revenu imposable pour certains retraités.

Cela se fera, au moins au Parlement. La seule opposition aux projets du pouvoir et du patronat qui puisse déboucher sur des résultats tangibles, ce sont les luttes entamées par la jeunesse et la menace que celles-ci gagnent le monde du travail.

Sacha Kami



Nos lecteurs écrivent



La Marseillaise, pas d'accord !

Chers camarades,

Je vous écris depuis un petit quartier des Hauts de l'Est de La Réunion.

Ce matin mes deux petits-fils, âgés de 7 et 9 ans, sont venus me voir pour me dire qu'à l'école on leur apprenait à chanter *La Marseillaise* en vue de la commémoration de l'armistice du 11 novembre.

On s'était bien gardé à l'école de leur rappeler quelle horrible boucherie avait été la Première Guerre mondiale, le nombre de morts et de blessés qu'elle avait occasionnés partout en Europe et dans les colonies.

Malgré leur jeune âge, je leur ai expliqué qu'il s'agit d'un chant guerrier qui appelle les jeunes comme eux à s'armer demain contre d'autres jeunes qu'ils ne connaissent pas et pour des intérêts qui n'ont rien à voir avec les intérêts de l'humanité, mais pour les intérêts des marchands d'armes.

La réaction de mon petit-fils le plus âgé a été de rétorquer qu'aujourd'hui on devrait se battre pour avoir la paix partout dans le monde et qu'il était contre faire la guerre pour faire de l'argent.

Dans leurs manifestations actuelles des lycéens brandissent des pancartes portant le slogan *« De l'argent pour l'éducation nationale, pas pour les Rafale »*. Ils dénoncent ainsi les choix mortifères de la bourgeoisie pour espérer sortir de la crise qu'elle a elle-même créée.

Mais même les beaucoup plus jeunes ont assez de vivacité d'esprit pour comprendre dans quelle impasse sanglante le pouvoir et les autorités veulent les pousser demain.

La jeunesse est bien l'avenir de la société !

Fraternellement

Un lecteur de La Réunion

Cour des comptes : boîte à idées propatronales

Sous couvert d'être un organisme de contrôle des comptes de l'Etat, la Cour des comptes donne des *« conseils »* aux gouvernements qui se succèdent, toujours pour faire payer les couches populaires. Son dernier rapport l'illustre remarquablement.

Le site internet des *Echos* a lui-même qualifié cette dernière liste de mesures de *« décapante »*. Manière de dire que si, du point de vue des classes riches, elles sont excellentes, elles sont peut-être un peu trop provocantes aux yeux des classes populaires.

Pêle-mêle, voici ce qu'on y trouve : suspension des avancements et promotions dans la Fonction publique, c'est-à-dire le gel des salaires au moment même où l'inflation accélère ; 5 000 suppressions de postes d'enseignants, ce qui est un crachat à la figure des lycéens et étudiants qui se mobilisent depuis plus d'un mois contre l'état lamentable de l'Éducation ; gel des retraites, hausse du reste à charge pour les patients, hausse de la TVA dite intermédiaire (pour les travaux de logement, le transport, l'hébergement, les services à la personne) de 10 % à 13 %. Bref, il s'agit de prendre dans la poche de la population travailleuse, retraitée ou handicapée pour boucler le budget de l'État.

Evidemment, il n'y a pas la moindre proposition de ponction sur les profits des capitalistes. Car pour les membres de la Cour des comptes, où ont défilé des représentants de tous les partis politiques, de droite et de gauche, les profits sont sacrés.

Pierre Royan

Enfance catalane – Perpignan : assez de travailler pour rien !

Depuis plusieurs semaines, les techniciens de l'intervention sociale et familiale (TISF) de l'Enfance catalane, à Perpignan, parlaient de se mettre en grève.

Dans cette association loi de 1901, dédiée à la protection de l'enfance, à l'aide aux personnes en difficulté et à l'aide à domicile, deux cent cinquante salariés sont répartis sur plusieurs services.

Ceux du service TISF se sont mis en grève majoritairement le 4 novembre. À 17 sur les 22 que compte le service, ils se sont retrouvés sous les fenêtres de la direction avec des pancartes et des banderoles, disant leur mécontentement à propos des bas salaires. Ainsi, une salariée à temps plein ne gagne que 1 682 euros net et une autre à temps partiel à 80 % ne gagne que 1 300 euros net. Ils ont également dénoncé des journées très longues, des interventions trop espacées créant des temps d'attente non payés. Ainsi « *le temps entre deux vacations, l'intervacation, n'est pas payé, et l'essence utilisée pour aller d'un lieu à un autre n'est pas remboursée ou vraiment très peu* ». Le tarif du remboursement est de 0,40 centime du kilomètre, une misère vu l'augmentation conséquente du prix du carburant. Et la liste des revendications est très longue.

De nombreuses prises de parole ont eu lieu sous les fenêtres de la direction, notamment sur le fait que les financeurs, l'État et l'employeur, se rejettent la balle en disant « qu'il n'y a pas d'argent ». C'est un mensonge car comme l'a rappelé une salariée : « *De l'argent il y en a pour TotalEnergies, l'armement… mais jamais pour le social !* »

Une délégation a été reçue par la présidente et le directeur général de l'association pour s'entendre dire que celui-ci était étonné par cette mobilisation,



LO

« *en plus un mercredi, jour où il y a beaucoup de travail. Et pourquoi la présence de journalistes ?*»

À l'unanimité il a été décidé d'aller sur un autre service pour expliquer le mouvement de grève, recevant un bon accueil. À la fin de la journée, la poursuite de la grève et la participation à la manifestation du 5 novembre ont été votées.

Le 6 novembre, les TISF ont reçu d'une directrice un mail culpabilisant, qui a remis le feu aux poudres. La grève a été relancée pour le samedi, ainsi que de nombreuses discussions pour la suite à donner au mouvement.

Pour les travailleurs en grève, l'histoire n'est pas terminée.

Correspondant LO

Ville du Havre : en lutte pour les salaires

Bon nombre d'agents de la ville du Havre et de la Communauté urbaine ont fait grève et ont manifesté le 5 novembre. Sur un des chantiers principaux de la Propreté urbaine (PU), au Centre technique des Moteaux, non seulement tous les travailleurs étaient en grève mais ils sont restés rassemblés jusqu'au soir aux portes.

Dès le lendemain, la direction générale recevait une délégation et finissait par proposer une augmentation de 60 euros net. Tous les travailleurs ont pris cela comme une aumône insultante. Puis lundi 9, ceux du service Bâtiments, à l'autre extrémité du Centre technique municipal, se sont tous mis en grève et sont restés rassemblés aux portes devant des feux. Sur de grandes pancartes ils affichaient leur exigence : 400 euros d'augmentation. Le soir même, la direction générale venait les voir pour annoncer une négociation jeudi 12 novembre.

Mardi 10, non seulement la Propreté urbaine des Moteaux était à nouveau en grève totale mais deux autres chantiers de la PU, l'un en ville basse et l'autre à Caucriauville, s'y sont mis aussi. L'annonce de la prochaine négociation n'a fait que renforcer le mouvement !

Au Havre comme dans la plupart des collectivités locales, les travailleurs n'en peuvent plus des salaires minables, des suppressions de postes augmentant les charges de travail, du matériel qui part à vau-l'eau à quoi se rajoute trop souvent le mépris des directions pour ceux qui sont pourtant indispensables au service de la population, sept jours sur sept.

Correspondant LO



LO

Charente-Maritime : lock-out à l'université

La manifestation du 5 novembre a réuni 6 000 personnes à La Rochelle et 1 000 à Rochefort. Aux lycéens, présents malgré le non-blocage des lycées, et aux étudiants s'étaient joints des travailleurs en grève.

De l'hôpital, de l'éducation, territoriaux, dockers, et d'autres du secteur privé, ils étaient parfois venus accompagner leurs enfants, en grève ou profitant d'un congé ou d'un horaire en équipe d'après-midi pour manifester. À l'université de La Rochelle (8 000 étudiants), les assemblées générales quotidiennes comptaient jusqu'à 300 étudiants, bien que devant se tenir en plein air. Le président impose en effet depuis le 2 octobre un lock-out, avec cours en connexion à distance, pour tenter - sans succès - de démobiliser les étudiants et de les retenir derrière leur ordinateur. Dans le même but, la bibliothèque et les restaurants universitaires ont aussi été fermés, longtemps en totalité. Beaucoup d'étudiants dépendent des repas à 1 euro qui y sont proposés pour manger. La question des repas prend donc une place importante dans les assemblées, qui organisent des cantines solidaires, avec des équipes pour cuisiner des plats chauds, des gâteaux, des tartinades, et assurer des distributions avec la banque alimentaire. Pour contrer le lock-out du président, une « université populaire » a été montée par des étudiants. Des enseignants solidaires y proposent des cours sur des sujets allant de « la légitime défiance envers l'État » à « la révolution copernicienne ».

Le 6 novembre, le président annonçait la prolongation du lock-out jusqu'au 11 novembre, sans doute pour pousser les étudiants non-rochelais à rentrer chez eux. Malgré cela, la manifestation interdite du samedi 7 novembre comptait encore 1 000 personnes à La Rochelle, et une assemblée rassemblait 150 étudiants mardi 10 novembre après la manifestation. Le mouvement reste bien vivant.

Correspondant LO

Café di Roma – Paris : en grève

Depuis mardi 20 octobre, entre 20 et 30 salariés du restaurant Café di Roma, situé au 35, avenue des Champs-Élysées, sont en grève, en solidarité avec un de leurs collègues licencié.

LO



Toutes les catégories sont représentées dans la grève, depuis les plongeurs jusqu'au maître d'hôtel, en passant par les cavistes, les commis, les serveurs, etc.

La première raison du mécontentement est une politique de sanctions disciplinaires systématiques, comme le licenciement d'un salarié accusé, sans preuve, d'avoir bu dans une bouteille d'eau. Au moindre incident, chacun peut être sanctionné, bien souvent d'une mise à pied privant de plusieurs jours de salaire. Rien que pendant les deux semaines de grève, il y a eu deux licenciements pour faute et une mise à pied !

C'est la première grève de plus de deux heures depuis longtemps. Les grévistes ont participé aux manifestations parisiennes des 24, 31 octobre, 5 et 7 novembre. De nombreux manifestants les ont encouragés par leurs applaudissements, reprenant en chœur *« solidarité avec les grévistes du Café di Roma »* et soutenant les caisses de grève.

Depuis le début, les grévistes se réunissent régulièrement pour discuter et décider de la reconduction de la grève, des actions qu'ils vont mener. Ils ont découvert qu'il est possible de s'écouter, de prendre toutes les décisions ensemble.

La patronne a payé une commissaire de justice venue chaque jour épier les grévistes puis, bien que ce soit illégal, a fait appel à une société de vigiles pour s'opposer à la présence des grévistes, avant l'intervention d'un inspecteur du travail. La patronne a aussi appelé la police, mais celle-ci a confirmé le droit des grévistes à être présents devant et dans le restaurant.

La direction a eu recours à un cabinet de médiation, bien mieux rémunéré, à 600 euros de l'heure, que les salariés du restaurant !

Lors d'une réunion, samedi 7 novembre, les salariés ont obtenu qu'avant toute convocation pour sanction, un entretien ait lieu entre responsable et salarié en présence d'un élu ou d'un délégué syndical.

Mais la direction est revenue dessus juste après la réunion. Ils ont obtenu une participation financière, inexistante jusqu'à présent, de la patronne au nettoyage du vêtement de travail à hauteur de 8 euros par mois.

Les salariés ont d'autres revendications non satisfaites : des embauches, un 13e mois et surtout le paiement des jours de grève.

La patronne menace les grévistes de fermer le restaurant pour cause de mauvais chiffre d'affaires, qui aurait chuté de 10 à 15 000 euros par jour. Mais les travailleurs ne se laissent pas impressionner par ce chantage et ont décidé de continuer la grève.

Correspondant LO

Benta – Lyon : capitalisme parasitaire

Lundi 3 novembre, la direction de l'entreprise Benta, sous-traitant pharmaceutique à Saint-Genis-Laval, dans la banlieue lyonnaise, annonçait qu'elle avait demandé sa mise en redressement judiciaire.

Ce n'est pas une surprise pour les 130 salariés, dont la plupart ont déjà vécu, en 2019, la liquidation de leur usine qui appartenait à l'époque à la famille Marinopoulos, alors propriétaire du groupe Famar.

Jusqu'en 2004, cette entreprise faisait partie du groupe Sanofi, qui l'a vendu pour 2 euros à Famar, en lui garantissant de surcroît des commandes pour un certain nombre d'années. Les bénéfices furent bien encaissés, mais sans qu'aucun investissement ne soit réalisé, usant les équipements jusqu'au bout, tandis que les grands groupes pharmaceutiques Sanofi, Merck… confiaient leurs productions à d'autres façonniers.

En 2020, la décision du tribunal de commerce a abouti à la cession de l'usine de Saint-Genis-Laval au groupe libanais Benta. La moitié des 250 salariés furent alors licenciés. Aujourd'hui, on arrive à la même situation car Benta n'a, à son tour, fait aucun investissement, laissant se dégrader un peu plus locaux et équipements de production. Depuis des mois, les prestataires et les fournisseurs ne sont plus payés, ou avec beaucoup de retard.

Si Benta n'a sorti que très peu d'argent, par contre, il a pompé le plus d'argent possible de l'État et des collectivités locales sous forme de subventions. Ainsi de septembre 2020 à septembre 2023, les salaires ont été en très grande partie payés par les APLD (activité partielle de longue durée) sous prétexte du Covid.

Aujourd'hui, en même temps que la procédure de redressement judiciaire, la direction a annoncé qu'elle ne paierait plus aucun salaire, y compris celui d'octobre, s'en remettant aux AGS (le régime de garantie des salaires) pour ces paiements. Si, pour les travailleurs, les craintes pour l'emploi sont bien là, c'est pour l'instant le non-paiement du salaire d'octobre qui provoque la colère.

Correspondant LO

BENTA



Air France : les dessous de l'élégance tricolore

Air France vient de confier à Armor-Lux, à partir de 2027, le soin de *« sublimer »* ses uniformes, en *« poussant ce symbole de l'élégance à la française par une qualité de textile et de confection »*, selon les termes de la compagnie aérienne.

Cela mérite de regarder comment seront produits ces uniformes : le textile sera fabriqué en Italie, en France et en Bulgarie – voire, s'agissant de ce dernier pays, par des sous-traitants macédoniens ou autres. Et ce n'est pas nouveau : il y a une quinzaine d'années, c'est en Ukraine qu'une société hongroise faisait fabriquer les uniformes d'Air France signés du même grand couturier qu'aujourd'hui !

Dans le cas présent, la confection aura lieu au Maroc, en Tunisie et en Europe, sans plus de précision. 400 000 pièces de costume par an seront produites pour les 30 000 membres du personnel commercial au sol et pour les navigants (hôtesses, stewards, pilotes) d'Air France et de ses filiales Hop et Transavia.

Armor-Lux emploie 550 salariés et réalise 117 millions de chiffre d'affaires. L'activité du groupe est à 45 % destinée aux vêtements professionnels. Chaque année, 500 000 personnes, entre autres les personnels des armées, de La Poste, de la SNCF, de Carrefour, de Castorama, de certaines collectivités locales, sont vêtus par cette société. Au temps où il était ministre socialiste du Redressement productif, Arnaud Montebourg, en 2012, avait posé vêtu d'une marinière Armor-Lux, pour vanter le « Made in France »…

DR



« Ceux qui tricolorent », pour reprendre l'expression de Prévert, ne sont décidément pas à un mensonge près avec le « Made in France ». L'important est de faire croire aux travailleurs qu'ils ont à défendre le « travail français », quitte à oublier que les prétendus produits des fleurons français sont en fait des produits de la sueur des travailleurs du monde entier, et que c'est avec ceux-là qu'ils ont des intérêts communs, et non avec leurs patrons, tout tricolores qu'ils soient.

Nelly Meyer

Chantiers navals — Saint-Nazaire : face aux pressions de la direction

Depuis de nombreux mois, l'ambiance répressive s'accentue aux Chantiers, alors que les constructions de bateaux s'enchaînent et que la direction veut accélérer la cadence.

Passer le tourniquet n'est jamais vraiment une partie de plaisir, certes. Mais quand cela signifie en plus se faire rappeler à l'ordre, voire se faire relever son numéro de badge par un chef ou un gardien, cela devient carrément insupportable. Les questions de sécurité servent d'excuse pour humilier les travailleurs. Il suffit de traverser à un mètre du passage piéton, de ne pas avoir mis son gilet jaune, de regarder son téléphone en marchant ou de ne pas avoir mis ses lunettes de circulation ou son casque pour se faire alpaguer et souvent, se faire aboyer dessus.

Une fois à bord des bateaux, au poste de travail, on a également droit aux contrôles aléatoires de sacs, aux contrôles de badge ou encore à des demandes pour soulever son pantalon de travail afin de *« vérifier si l'on ne cache pas du cuivre »* dans ses chaussettes !

Dans les ateliers, la chasse aux « délinquants » bat également son plein. Le moindre écart est prétexte à des lettres de rappel au règlement ou à des sanctions. Dans certains services, les licenciements et les sanctions disciplinaires s'enchaînent, particulièrement à l'encontre des ouvriers. Depuis le début de l'année, au moins 15 ouvriers – sans compter les ouvriers sous-traitants – ont été licenciés, en grande majorité pour faute.

L'entreprise met la pression sur les travailleurs sous-traitants du gardiennage ainsi que sur les salariés techniciens ou cadres pour qu'ils deviennent de véritables flics en puissance. Dans les services de supervision des travaux, il est donc bien vu de publier


LO

régulièrement, sur des groupes WhatsApp dédiés, les photos des badges de salariés pris en infraction.

Le patron a récemment déclaré, lors d'un show à l'américaine organisé à destination des salariés, qu'il faudrait à l'avenir construire les paquebots en 22 mois au lieu des 26 mois actuels. Le message est clair : la réduction des délais devra se faire avec la peau des travailleurs.

Tenter de faire marcher les travailleurs au pas suscite des résistances et des réactions, y compris de la part des gardiens réticents aux contrôles. Des superviseurs et des chefs refusent de rentrer dans le jeu du patron et pratiquent la grève du zèle. Certains cadres ne croient pas un mot des discours de leur direction. Il y a également bien des ouvriers qui débrayent lorsque des collègues sont sanctionnés, et d'autres qui s'organisent pour sortir groupés des vestiaires afin de calmer les ardeurs des gardiens les plus dévoués à la cause patronale.

Tant qu'il y aura une classe ouvrière nombreuse et concentrée sur le site, faire courber l'échine aux travailleurs restera, pour le patron, un combat de tous les jours à l'issue incertaine.

Correspondant LO

Informatique – Limoges : les salariés s'organisent

Dans le secteur de l'informatique à Limoges, les salariés sont dispersés sur différents sites, chez différents clients et dans des équipes qui ne se connaissent pas.

Les entreprises y mettent les salariés en concurrence, les missions se succèdent et les collègues disparaissent parfois du jour au lendemain, licenciés ou poussés vers la sortie. Pourtant, les mêmes problèmes se retrouvent partout.

L'idée d'organiser une réunion interentreprises pour préparer la journée du 5 novembre a germé. Les discussions ont confirmé que les problèmes étaient largement partagés : chez Célios, CGI, Néosoft, à La Banque Postale et chez Legrand, les augmentations sont ridicules, quand elles ne sont pas inexistantes. Sous prétexte d'intelligence artificielle, des collègues sont poussés vers le chômage, tandis que bien peu retrouvent de nouvelles missions.

Le jeudi 5 novembre, une banderole dans la manifestation, puis un point fixe sous les fenêtres de l'entreprise Célios, ont permis de réunir une vingtaine de salariés, de multiplier les discussions et de nouer de nouveaux contacts. Au-delà du nombre, le plaisir de se retrouver et de constater qu'on n'est pas seuls a compté.

Dans les réunions de l'après-midi, les salariés de Néosoft, même minoritaires, ont décidé de « marquer le coup » en prolongeant la grève le lendemain 6 novembre et de profiter de cette journée pour s'organiser, discuter avec les collègues et mettre en avant leurs revendications.

Le soir, une nouvelle réunion interentreprises a rassemblé Célios, Néosoft et de nouveaux contacts rencontrés dans la manifestation. Les discussions dépassent les revendications propres à chaque entreprise et on parle de la manière de changer les choses.

Ce regroupement ne fait que commencer. Mais en se rencontrant et en s'organisant au-delà des frontières de leurs entreprises, ces salariés commencent à faire vivre une idée simple : face aux patrons, les intérêts des travailleurs sont communs et c'est collectivement qu'ils pourront se défendre.

Correspondant LO



LO

Lactalis — Cuincy : une lutte d'avenir


LO

À Cuincy, près de Douai, l'usine Lactalis qui emploie 300 ouvriers est à l'arrêt depuis le jeudi 5 novembre. Des travailleurs tiennent un piquet de grève devant l'usine. Ils réclament une augmentation de salaire, une prime de panier et une prime exceptionnelle de 500 euros face à l'inflation.

Comme le dit une gréviste : *« La vie est très dure aujourd'hui : le coût des achats, les courses, l'essence... Tout ça pour un salaire de misère. »*

La direction prétend qu'il n'y a pas d'argent. Pourtant, les cinq jours de grève lui auraient déjà coûté deux millions d'euros de manque à gagner, et elle trouve de quoi payer des huissiers et des agents de sécurité contre le piquet. La direction préfère perdre cet argent que de payer ce que demandent les ouvriers car elle sait que cela ferait tache d'huile dans la région. Renault et Amazon sont à moins de cinq kilomètres.

Avec cet huissier et ces agents de sécurité, elle traite les ouvriers comme des dangers. Mais les voleurs ne sont pas devant l'usine : ils sont dans les conseils d'administration de Lactalis.

L'usine tourne en 3×8, sept jours sur sept. Elle fabrique notamment tous les yaourts La Laitière, plus de 700 000 pots par jour. En plus, Lactalis a augmenté ses prix cette année, sous prétexte de la guerre au Moyen-Orient et à cause de la montée du coût de l'énergie.

La famille Besnier, propriétaire de Lactalis, possède 14,2 milliards d'euros de fortune personnelle. En 2025, le bénéfice net de Lactalis a bondi de 50 %. Ces milliards ont été faits en pressurant les éleveurs, en matraquant les consommateurs et en exploitant les travailleurs.

Sur le piquet, beaucoup de grévistes étaient des parents. Comme le disait l'un d'entre eux : *« On se bat pour la relève : pour que les jeunes, à l'usine et ailleurs, n'aient pas des salaires indécents. »*

Correspondant LO

Renault – Flins : pas question de marcher au pas

A l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, plusieurs dizaines de travailleurs de l'Emboutissage ont débrayé le 3 novembre contre les attaques de la direction sur leurs horaires de travail.

Depuis des années, des dizaines d'années même pour certains, à la suite d'une grève des travailleurs du secteur, les travailleurs des presses « plient les gaules » quand la dernière série de pièces a été faite. Dans cet atelier, tout se décline en grand format, les outils de plusieurs tonnes pour fabriquer les pièces, le nombre de pièces dans une série, le temps nécessaire pour installer et désinstaller…

Ranger et se préparer à finir l'équipe prend encore du temps. Mais les patrons de l'usine, parfaitement au courant de ces habitudes de travail, ont trouvé là un prétexte à chercher querelle aux travailleurs du secteur. L'horaire officiel de fin du travail ne serait pas respecté !

Pas décidés à obtempérer à cette nouvelle lubie, ils ont continué à ranger et à s'habiller comme d'habitude. Des chefs ayant choisi de noter l'heure de départ de l'atelier de certains ouvriers, ces derniers ont reçu un courrier leur demandant de justifier leur « absence » de quelques minutes.

C'est ce qu'ont fait la plupart des travailleurs de la production, en allant répondre en direct à la chef de département, qui a refusé de les recevoir, déléguant cette tâche à un chef d'atelier qui n'en demandait sans doute pas tant. La grève a duré toute la journée de travail et, le lendemain, les ouvriers des presses se sont à nouveau réunis. La direction connaît de toute évidence les raisons des travailleurs des presses, c'est pourquoi elle ne veut pas les entendre.

Alors qu'elle continue de répandre mensonge sur mensonge quant à l'avenir qu'elle réserve aux 2 200 travailleuses et travailleurs employés sur le site de Flins, elle multiplie partout les pressions, les sanctions, les licenciements même, à la fois pour intensifier l'exploitation jusqu'au dernier moment, décider ce qu'elle veut quand elle veut et tenter de faire marcher tout le monde au pas.

La réaction des travailleurs des presses lui montre clairement que ce n'est pas gagné.

Correspondant LO

Drees – Paris : des CDI pour tous !

Depuis plusieurs semaines, des agents de la Drees – service statistique du ministère de la Santé et de la Solidarité (Paris) – s'organisent pour obtenir des embauches en CDI.

En effet, plus d'un quart des 180 postes sont occupés par des salariés en CDD. Révoltés par cette situation et réclamant un CDI pour tous, des contractuels et des fonctionnaires se réunissent en assemblée générale depuis septembre et s'organisent pour s'adresser à leurs collègues directs ainsi qu'à d'autres confrontés au même problème, dans le ministère ou dans d'autres services statistiques.

Après la remise à la direction de la Drees d'une pétition signée par deux tiers des salariés puis un « accueil » du ministre Farandou, de passage dans les locaux, une réunion ouverte aux agents d'autres services a permis de rassembler près de 130 personnes, en distanciel ou sur place, exposant leurs problèmes et prenant connaissance de la mobilisation naissante.

Le 5 novembre, près de 70 agents de la Drees étaient en grève : la première grève pour certains et le premier piquet pour beaucoup, 70 grévistes de la Drees et d'autres services se retrouvant devant le ministère, avant de rejoindre les étudiants de l'école d'art située sur le trottoir d'en face !



DR

Après un départ commun avec force slogans et pancartes, le petit cortège des agents des ministères, rejoint par quelques dizaines de retardataires, est parvenu à défiler jusqu'à la place de la Nation malgré l'affluence, chacun y trouvant une énergie et nouant des liens qui pourront s'avérer précieux à l'avenir.

Comme le chantaient les grévistes : *« J'ai deux passions : les stat' et la révolution, les graphs les diagrammes en bâton… CDI et augmentations ! »*.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1er janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse,** pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que *« ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement »*.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Haïti : face aux bandes armées

Vendredi 6 novembre, des milliers d'Haïtiens sont descendus dans les rues scandant *« Bukele »*, le nom du président salvadorien.

Bukele en effet a envoyé 2 000 hommes surarmés à la recherche de quatre de ses soldats enlevés par les gangs qui contrôlent Port-au-Prince.

Les soldats disparus faisaient partie de la Force de répression des gangs (FRG), ce contingent d'Amérique centrale qui remplace les soldats africains rentrés chez eux sans avoir obtenu aucun résultat contre les gangs, qu'ils étaient censés combattre. *« J'ai nettoyé le Salvador des trafiquants de drogue et de la mafia, je vais nettoyer les gangs en Haïti »* a affirmé Bukele, soulevant un espoir au sein de la population qui subit ce fléau depuis de nombreuses années.

L'histoire de ces gangs d'Haïti a commencé avec les « tontons macoutes » du dictateur Duvalier, une milice qui avait tout pouvoir, vivant dans la population et sur son dos. Duvalier s'appuyait sur elle pour imposer sa dictature à des millions d'ex-esclaves qui avaient encore en mémoire leur victoire sur l'armée napoléonienne. Les présidents suivants ont fait de même, en recrutant une milice pour se faire élire et tenir en respect la population. Les possédants, conscients de la puissance des masses quand elles se lancent dans un « déchoucage », autrement dit quand elles se révoltent, préfèrent, plutôt que de devoir y faire face, s'accommoder de gangs qui échappent à leur contrôle.

Cette population est donc laissée seule face aux différentes bandes armées. La police nationale (la PNH) est d'autant moins efficace qu'une collusion existe avec certains chefs de gangs. Elle sait en revanche être active contre des manifestants de quartiers et protège les quartiers riches. Quant à l'armée, qui a été réhabilitée, elle intervient surtout au niveau de la frontière dominicaine contre les migrants qui tentent de fuir la misère. Enfin, les forces de l'ONU ne patrouillent que dans leur zone de campement. Et il faut compter aussi avec les milices patronales protégeant les usines qui fonctionnent encore car leurs patrons versent la rançon nécessaire.

La population vit donc sous une pression permanente, à laquelle s'ajoute l'armée salvadorienne. Beaucoup fuient vers des zones prétendues plus sûres, s'entassent dans des chambres exiguës qui coûtent une fortune, dans des camps de déplacés ou cherchent à quitter le pays.

Face à cette insécurité et à l'inertie gouvernementale, certains travailleurs s'illusionnent sur l'intervention d'un sauveur suprême salvadorien. Mais, de plus en plus, des brigades de vigilance et de défense armée se mettent en place dans des quartiers. Elles interviennent suivant la méthode « bwa kale », la population de tout un quartier faisant face pour mettre en déroute un groupe armé. L'exemple récent est celui d'une ville au nord de la capitale (Arcahaie). Le 31 octobre, quand les gangs ont massacré une dizaine d'habitants, en représailles d'une action menée par la police, une opération « bwa kale » s'est montée le même soir ; des bandits ont été capturés, exécutés et les gangs ont reculé.

Ainsi, une partie des travailleurs et de la population commencent à comprendre qu'il leur faut s'organiser pour diriger ses luttes et agir pour se débarrasser des gangs. Il y en a assez de les subir et de subir la police et les politiciens au service de la bourgeoisie.

Marie-Céline Deshauteurs

PRÉSIDENTIELLE 2027



LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Du 3 au 5 novembre, Nathalie Arthaud a animé plusieurs réunions dans le Nord-Pas-de-Calais, à Roubaix, Saint-Omer, Dunkerque et Valenciennes, et elle a été invitée à un débat avec les étudiants mobilisés de Science-Po Lille.

La mobilisation de la jeunesse et la journée de grève et de manifestation du 5 novembre ont bien sûr beaucoup alimenté les discussions, au cours desquelles beaucoup ont salué la détermination des jeunes malgré les violences policières.

Parmi les préoccupations exprimées, il y a la dette : *« Elle s'élève à trois mille milliards et n'a fait qu'augmenter en dix ans ! Ça effraie, lorsqu'on sait que c'est de l'argent que l'on doit. »* En effet, le gouvernement brandit cette dette comme s'il braquait la population avec une arme, elle sert de prétexte pour justifier les attaques contre ses conditions de vie et les services utiles.

Comme l'a affirmé Nathalie : *« Il ne faut pas se laisser intoxiquer. »* C'est le grand patronat qui a creusé la dette, pas les classes populaires. En plus d'exploiter les travailleurs et de les racketter par l'inflation, les grands patrons se gavent d'argent public. Dans la région, les exemples ne manquent pas ! À Saint-Omer, les patrons de la verrerie Arc International sont arrosés de millions par l'État et les collectivités depuis des années. Quant au groupe multimilliardaire ArcelorMittal, qui possède une usine à Dunkerque, on ne connaît même pas les montants des subventions qu'il touche car les tractations avec l'État restent secrètes. Comme l'a dit une camarade : *« L'argent va dans les poches des patrons et des actionnaires, je ne vois pas pourquoi les travailleurs devraient payer. »*

Comme l'a rappelé Nathalie, après la révolution d'Octobre en Russie en 1917, *« quand un nouveau pouvoir révolutionnaire a renversé le tsar, il a dit qu'il ne reconnaissait pas la dette contractée par lui, que ce n'était pas la sienne. »* Il n'y a pas à accepter le chantage dont la dette est le prétexte.

Les perspectives mises en avant par Mélenchon ont aussi fait débat pendant les réunions. Il promet que tout peut changer par le pouvoir des urnes à condition de l'élire. Ainsi, une présidence Mélenchon aurait le pouvoir de concilier les intérêts de la population travailleuse et ceux du patronat, qu'il respecte. Mais quel que soit le président élu, on sait que les financiers ne desserreront pas leur étreinte au lendemain de l'élection.

Le rapport de force dans la société est aujourd'hui en faveur des plus riches. Or la force des travailleurs n'est pas dans les urnes, elle vient du fait que, collectivement, ils font tourner toute la société et sont indispensables. Ainsi ils peuvent non seulement toucher les capitalistes au portefeuille par les armes de la grève et des occupations d'usine, pour leur arracher des concessions, mais ils peuvent contester la logique même de cette société où ceux qui ont le vrai pouvoir sont ceux qui ont l'argent et les capitaux.

Les illusions dans le changement électoral désarment les travailleurs. Dans cette période, ce qui est véritablement utile, a insisté Nathalie, c'est de *« propager l'idée que nous, les travailleurs, on peut faire un tas de choses, on a la capacité d'agir, à condition de se rassembler et d'être conscients que nous constituons une force. »*

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Montpellier
Mardi 17 novembre
12 h 30
Quartier Généreux,
2, quai des Tanneurs

Alès
Mardi 17 novembre
17 h 30
Hôtel Ibis en centre-ville

Arles
Mercredi 18 novembre
12 heures
Le Cabanon ZI Nord

Nîmes
Mercredi 18 novembre
17 h 30
Bar du Midi

Fêtes de Lutte ouvrière

Compiègne
Samedi 14 novembre
à partir de 16 heures
Salle des fêtes de
Margny-lès-Compiègne
Débat à 18 heures
avec Jean-Pierre Mercier

Caen
Samedi 14 novembre
à partir de 14 heures
Maison de quartier
La Folie-Couvrechef
Débat à 18 heures
avec Nathalie Arthaud

Angoulême
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Salle du Petit-Fresquet

Dijon
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Espace Tabourot
Débat à 15 heures
avec Nathalie Arthaud

Fourmies
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Espace Mandela
Débat à 12 heures
avec Jean-Pierre Mercier

Rouen
Samedi 21 novembre
à partir de 15 heures
Palais des Congrès
de Oissel
Débat à 18 heures
avec Nathalie Arthaud



LO

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1029 C 85576